

Évreux, le 11 avril 2023

Madame la Présidente,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour la première réunion de l'année de la Formation Spécialisée (FS) du Comité Social d'Administration Local (CSAL) de l'Eure dans son format « normal ». Solidaires Finances Publiques siège aujourd'hui pour l'amélioration des conditions de travail, de la santé et de la sécurité des agent-es, et ce, bien que nous ne disposions toujours pas d'un règlement intérieur pour cette instance plus de 3 ans après le vote de la loi de Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019.

D'ailleurs, Solidaires Finances Publiques demande la tenue d'un groupe de travail en amont sur le règlement intérieur, et avant présentation de celui-ci, pour en discuter et pouvoir faire des propositions d'amendements.

L'amélioration des conditions de travail, de la santé et de la sécurité des agent-es constituant les priorités de notre action, nous souhaitons que cette nouvelle instance s'y engage entièrement. Lutter contre les incivilités et menaces faites aux agent-es, améliorer les conditions d'exercice des missions qui apparaissent bien dégradées pour nombre de nos collègues, constituent des chantiers urgents.

Enfin, on ne saurait conclure ce propos sans évoquer le contexte social actuel. Ce jeudi 13 avril aura lieu la 12e journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Réforme régressive qui mobilise contre elle l'intégralité des organisations syndicales et la très large majorité de la population.

Pour nos concitoyen-nes, pour les agent-es de la DGFIP et pour nous, l'adoption de cette réforme serait un nouveau creusement des inégalités, des pensions moindres et des carrières plus dures, réforme mise en branle au titre d'un déficit prévu de financement de moins d'une vingtaine de milliards d'euros. « Hasard » de l'actualité, notre administration s'est illustrée dans l'opération d'ampleur inédite qui s'est déroulée le mardi 28 mars où quatre banques françaises et une banque étrangère ont fait l'objet de perquisitions dans le cadre des pratiques d'évitement de l'impôt. Les conséquences de ce schéma « CumCum » sont estimées à 150 milliards d'euros de pertes de recettes fiscales au niveau européen, et à 30 milliards d'euros pour la France. C'est pourquoi, pour les retraites comme pour la justice sociale, notre slogan « De l'argent, il y en a, aux Finances on sait ça ! » est toujours et encore d'actualité !

Parmi les points à l'ordre du jour, figure la présentation de la note d'orientations ministérielles 2023. Solidaires Finances Publiques prend acte qu'une approche organisationnelle du télétravail fasse enfin partie des priorités du ministère cette année, 3 ans après sa généralisation précipitée par la crise COVID et utilisée, parfois de façon exagérée, pour justifier le NRP.

La sobriété énergétique fait également partie des axes prioritaires de cette année. Malheureusement la volonté du ministère, dont les mesures portent entre autres sur l'entretien et le réglage des chaudières, ne sont pas à la hauteur des exigences. Solidaires Finances Publiques réitère sa demande d'un audit énergétique complet de l'ensemble des bâtiments, et pas seulement sur les systèmes de chauffage, pour identifier, également les améliorations à apporter à l'isolation des bâtiments.

Les élu·es de Solidaires Finances Publiques au CSAL-FS de l'Eure